

Les anarchistes au pays de Tito

VOIR
PAGE 3

Les cadavres
coûtent cher :

CAOBANG :
2.800 tués...

PARIS :
230 milliards d'impôts nouveaux !

La guerre des piastres

Le désastre de Caobang nous laisse indifférents. Que la victoire sourit à l'un ou à l'autre des antagonistes, que triomphe Ho Chi Minh ou que triomphe le colonialisme français, rien ne sera apporté au peuple indochinois qui est aussi étranger à cette guerre que nous le fûmes à celle qui vient de nous déchirer.

En fait, et bien qu'apparemment ce peuple ait choisi entre la domination française et celle d'un bolchévisme accommodé à l'asiatique, les mêmes tares, les mêmes volontés d'oppression, les mêmes forces d'exploitation à des degrés divers se retrouvent dans les clans qui se disputent ce malheureux pays. Et si demain le Vietnam passe sous le contrôle indirect de Moscou ou demeure sous la férule du militarisme français corrompu et dissimulé derrière le monarque d'opérette Bao Dai, Tonkinois, Cochinchinois, Annamites resteront courbés, exploités, dominés.

Dans toute la presse ce n'est qu'un cri : Des armes ! Profondément enfoncé dans le crime on cherche à s'en dégager en l'intensifiant. On veut gagner la guerre des piastres. Des raisons de prestige, d'odieuse gloire, de finances, de stratégie sont en jeu. Paris, Londres, Washington s'agitent. Hanoi est maintenant en danger. Moch, le hideux, se dépense auprès du Pentagone qui, lui, ne perd pas son calme. En attendant on meurt dans les rizières. Pour rien, écrit Pauwels dans « Combat ». Evidemment, puis-que ces morts ne sauvent rien plus l'intérêt des colonisateurs, des financiers, des politiciens !

Mais ne dit-on pas qu'il s'agit de défendre surtout la liberté. Mais oui, ceci est la dernière trouvaille : le corps expéditionnaire français défend la liberté ! On ne nous dit évidemment pas de quelle liberté il s'agit. Mais nous la connaissons bien, nous les prolétaires, cette liberté qui n'est que celle de choisir son maître. Et nous pouvons facilement nous imaginer, même sans tenir compte des massacres de Madagascar et d'Algérie, quel visage elle possède dans les pays coloniaux.

Car les méthodes d'exploitation ne diminuent d'intensité que dans la mesure où les peuples résistent à l'oppression, s'organisent dans le combat contre leurs oppresseurs.



REDACTION-ADMINISTRATION
Etienne Guillemain, 145, Quai de Valmy
Paris-10^e C. P. 5072-44

FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.
AUTRES PAYS
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.
Pour changement d'adresse joindre
25 francs et la dernière bande

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 242
VENDREDI 20 OCTOBRE 1950
LE NUMERO : 10 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE
ANARCHISTE »

Pourquoi le « 3^{me} Front » ?

A la suite de nos articles concernant l'attitude de la Fédération Anarchiste face aux deux blocs, nous avons reçu l'adhésion enthousiaste de nombreux jeunes et l'approbation des militants nous a permis de penser que notre voie était, comme nous l'écrivait un de nos correspondants, « la seule à la fois révolutionnaire et efficace ».

L'expression même de 3^{me} front que quelques-uns ont pu trouver trop schématique a conquis notre public. Nous avons pensé toutefois qu'avant de pousser notre offensive, il fallait répéter ce que nous entendions par « 3^{me} front ».

Le 3^{me} front n'est pas une organisation nouvelle, un de ces rassemblements périodiquement destinés à agglomérer sur les plus vagues programmes les hésitants de partout ; il n'est pas non plus une sorte d'alliance momentanée entre les anarchistes et les minuscules groupements plus ou moins hérétiques du trotskisme par exemple. Il n'a rien de commun avec les « organisations » des « Européens » ou des partisans de la « France seule » ou avec le neutralisme du pandit Nehru ou de Péron.

3^{me} front n'est pas non plus un simple slogan destiné à enlever l'adhésion de ceux que les appels simplistes et les coups de clairon galvanisent pour quelques heures...

Notre 3^{me} front, c'est dès maintenant la force immense que représentent de par le monde les millions d'hommes et de femmes qui, confusément ou consciemment, se refusent à servir ou à subir aussi bien l'exploitation du totalitarisme stalinien que l'exploitation capitaliste

Peu à peu, à leur simple instinct de méfiance et d'opposition, doit se substituer la volonté d'un monde nouveau. Ceux mêmes qui aujourd'hui ne voient de quelque côté qu'ils se tournent qu'une morne désespérance, peuvent apercevoir demain que le dilemme Moscou-Washington est faux, qu'une solution révolutionnaire s'offre à leur volonté.

Le 3^{me} front est aujourd'hui encore une force latente, mais qui doit accéder au travers des luttes à une claire vision des tâches et des possibilités. Il y a, au fond de l'âme populaire, une force vive à révéler à elle-même.

Et l'expression 3^{me} front justement, dans sa fulgurance, sa valeur suggestive, parle au sens et à l'imaginaire. De ceux qui vivent d'idéal, d'enthousiasme, de combat à ceux qui sont plus sensibles au sens du dernier choix possible, le 3^{me} front peut être, rires vifs, d'une puissance combattive avec laquelle il faudra bien compter.

On peut objecter que la formule « 3^{me} front », si elle ne signifie que « mouvement anarchiste » ou « révolution » est inutile. Ce serait ne rien comprendre à la période que nous vivons. Des travailleurs, des opprimés qui, en d'autres temps, se soucieraient peu de ce que nous leur proposons sont aujourd'hui sensibilisés. La guerre menaçante et leurs conditions de vie qui sont diminuées encore les rendent plus attentifs à ce qui peut leur paraître comme la seule possibilité d'en sortir. 3^{me} front, c'est donc en un saisisant raccourci l'expression du combat anarchiste en une période donnée, combat dans lequel ceux qui viennent à nos côtés sans nous demander de rien réclamer de nos idées, y trouvent leur compte si l'on peut dire.

Jamais peut-être le mouvement anarchiste n'a eu une telle possibilité de démontrer comment l'anarchisme « collait » aux réalités et apportait seul une réponse valable aux inquiétudes et aux espoirs. Jamais peut-être nous n'avons

eu une telle faculté de trouver le chemin des masses.

Ce combat 3^{me} front, il se mène donc sur tous les plans, aussi bien dans les luttes ouvrières immédiates que dans le combat contre la guerre.

Les organismes du 3^{me} front ? Il n'est pas question de créer des groupes et une bureaucratie supplémentaire. Autour des groupes F.A. viennent et viendront s'agréger les preuves, les travailleurs, les pacifistes révolutionnaires, dans l'action. A chaque instant, contre la moindre injustice et dans les luttes les plus sévères de cette énorme réserve des forces populaires inemployées, peuvent se dresser des milliers de lutteurs, à nos côtés, se rassemblant spontanément autour de la F.A. et de notre Internationale.

Pour cela, il faut que « 3^{me} front » soit l'expression, le slogan si l'on veut, mais un slogan qui ait un sens profond, partout connu, partout crié, qui évoque d'emblée dans le cœur et l'esprit de chaque prolétaire, de chaque victime promise à la guerre des blocs, le passage libre entre les deux périls.

FONTAINE.

LE PROCÈS DE GÈNES

La « Démocratie » italienne complice de Franco

Il n'est que trop clair que lorsque la « justice » bourgeoise a réussi à capturer dans ses griffes des hommes dignes de ce nom, elle n'aura de cesse avant de s'être vengée du fait même de leur existence. Un homme libre, agissant pour défendre ses conceptions, constitue par lui-même la preuve de la lâcheté et de la veulerie de ces messieurs de la Magistrature.

Un exemple de choix venant confirmer cette constatation, il nous appartient de le citer, laissant à nos lecteurs, qui ne doivent pas avoir oublié la grande campagne que nous avons menée, le soin de conclure :

« Le tribunal de Gènes a fixé la date du 23 octobre pour le procès des camarades Busico, De Luchi et Mancuso. Ces trois militants de la F.A. Italienne, indignés par les atrocités du régime franquiste et par la mort de camarades récemment fusillés par Franco, avaient décidé de secouer l'apathie générale en abattant le consul. Ne le trouvant pas, ils arrosèrent les archives du Consulat d'essence et jetèrent une grenade... »

« Ils comparurent une première fois, le 1^{er} juin, devant un tribunal de Gènes. D'accusés ils se firent accusateurs, et, accusés d'un nouveau chef d'inculpation (outrages à magistrats), ils furent renvoyés devant une juridiction supérieure, le tribunal s'étant déclaré incompétent. Le 23 octobre, la défense sera assurée par les avocats Monteverde, Giuliano Vasalli, G. Marchiavelli, Brunete, Punzo, Brunetti et notre camarade Tomaso Pedio.

« De nombreux témoins viendront démontrer aux juges le caractère fasciste du régime et dénoncer les exès policiers qui justifient la réaction violente de nos camarades italiens... »

N'OUBLIONS PAS la Grande Campagne d'Abonnements du « Libertaire » ! Chaque lecteur s'est-il abonné ou a-t-il souscrit un abonnement pour un de ses amis ? Chaque groupe est-il en possession du carnet d'abonnement émis par la F.A., à l'occasion de notre campagne ?

Camarades, il est encore temps, mais il faut agir ! La vie du « Libertaire » en dépend.

Le Comité National.

ANNÉE ZÉRO : ESPOIR ANARCHISTE

L'hebdomadaire Carrefour a ouvert, il y a quelques mois, une grande enquête intitulée « 1950, année Zéro ? ». Les manifestations de la décadence et qui annoncent le pourrissement d'une société, voire d'une civilisation, y sont étudiées dans tous les domaines : arts, littérature, langage, philosophie, etc...

Mais cette même année 1950 voit, en même temps un phénomène de l'ordre inverse, et propre à redonner confiance à tous ceux qui ne désespèrent pas de l'homme : la conspiration du silence qui s'était formée peu à peu autour de l'anarchie entre les deux guerres, est désormais brisée. Et, sans prétendre que l'élite révolutionnaire s'est déjà tournée vers nos principes et nos organisations, ou soit prête à le faire, on peut croire que l'anarchie, en France, a maintenant acquis de haute lutte le droit d'être considérée comme une force qui monte.

Des gens avisés l'avaient d'ailleurs pressenti, voire même affirmé, dans le cours des années précédentes. Les publications catholiques Servir et Travaux de l'Action Populaire, dès 1947, publièrent des études sérieuses sur notre mouvement. Le second organe ne craignait pas de déclarer, en novembre 1947 : « L'Anarchie, qui jusqu'ici n'avait été le fait de quelques isolés (utopistes, intellectuels ou prophètes) semble, depuis quelque temps, faire sa trouée dans les masses. C'est un fait dont on ne saurait minimiser l'importance. Il est probablement le fait social le plus important de 1947 ».

Le Kominform n'a-t-il pas jugé nécessaire, devant notre influence croissante et nos possibilités de développement d'éditer en brochure des articles de Staline sous le titre « Anarchisme et Socialisme » à laquelle nous avons longuement répondu ?

France-Dimanche en 1947. Carrefour l'année passée et ignoblement l'Observateur et Confidences ces dernières semaines ont voulu parler du mouvement anarchiste.

Mais un des principaux critères qui nous a permis de mesurer cette reconnaissance d'influence est la réaction des meilleurs journalistes et littéraires au sujet de l'histoire de l'anarchie.

jet de l'Histoire de l'Anarchie, tome I, d'Alain Sergent et de Claude Harmel.

UN CONCERT D'ELOGES

Il faut signaler d'abord que le livre n'a laissé personne indifférent, il est peu de journaux qui n'en aient parlé. Accordons que le talent des auteurs et leur culture ont servi l'ouvrage, par ailleurs magnifiquement présenté (1). Mais si le sujet avait laissé le public indifférent, comme un certain nicodème l'a prétendu, nous sommes certains que le livre passait inaperçu.

D'une façon à peu près unanime, de l'extrême-droite à l'extrême gauche (dans le sens que l'on donne encore à ces termes), les jugements sur le livre ont été favorables, voire enthousiastes.

QUELQUES EXTRAITS SIGNIFICATIFS :

D'une série d'articles généralement fort importants, citons quelques passages :

Ce livre, plein d'aperçus inattendus qui vont loin dans tous les domaines, écrit avec une verve et un humour qui rendent sa lecture facile, est surtout une remarquable contribution à l'histoire des idées. On attend avec impatience la suite promise... (Nouvelles littéraires.)

Il nous manquait jusqu'à ce jour une histoire de l'anarchie. Le marxisme a fait l'objet de travaux innombrables. Le socialisme non marxiste a ses théoriciens et ses historiographes. Il est d'excellentes histoires du mouvement ouvrier. D'histoire de l'anarchie, point. Etrange lacune, mais bien révélatrice, quand on aperçoit, maintenant, ce que peut être une histoire de l'Anarchie. Car cette lacune est désormais comblée. Alain Sergent et Claude Harmel nous donnent aujourd'hui le premier tome d'une histoire monumentale, objective, complète, vivante et que si lit avec passion. (Franc-Tireur.)

Alain Sergent et Claude Harmel viennent de nous donner un livre que tous ceux qui s'intéressent à l'évolution so-

ciale et au destin de l'homme devraient avoir dans leur bibliothèque. Ce n'est pas une histoire, c'est de l'histoire... La plus passionnante, la plus prodigieuse... (Canard Enchaîné.)

A la lumière de cet important ouvrage, l'anarchie apparaît plus profonde et plus riche qu'on ne pouvait jusqu'ici l'imaginer... L'ensemble réunit une documentation d'une valeur exceptionnelle et la présente avec vigueur et finesse. (Aux Ecoutes.)

Nous attendons (le second tome) avec la plus vive impatience tant la lecture du premier volume nous a passionné.

(Bulletin critique du livre français.)

L'intérêt du récit ne faiblit jamais. Les très nombreuses citations dont il est émaillé le rendent étonnamment vivant. Au fil du récit, l'auteur, l'induisant à mille réflexions, nous ramène en cause des jugements qu'on croyait acquis et font justice de maints préjugés. (Le Petit Crapouillot.)

Un livre bien documenté, bourré de faits et cependant vivant ; un livre qui apporte une lacune regrettable de l'histoire de la Pensée Européenne au XIX^e siècle. (Liens, Club français du livre.)

Il n'est pas dans mon intention de résumer un ouvrage de cette importance. Il se lit comme un roman — c'est le roman d'une étonnante aventure spirituelle — et il n'est guère possible d'en conduire l'analyse sommaire sans trahir ses auteurs. (Faubourg.)

On peut donc lire ce gros volume sans aucune arrière-pensée... on le consultera avec beaucoup de fruit et de plaisir. (Paroles françaises.)

Alain Sergent et Claude Harmel n'ont pas seulement comblé cette importante lacune, ils ont adhéré à leur sujet avec une telle ferveur qu'ils ont fait œuvre de psychologues et de philosophes politiques autant que d'historiens. Tout en serrant de près la réalité des faits, ils ont su donner à leur travail une couleur et un relief qui en rendront la lecture passionnante pour un très large public... (Ecrits de Paris.)

« Ne négligeant rien des différents aspects que présente leur sujet et sans chercher à en dissimuler le caractère essentiellement hétérogène (les auteurs) nous offrent, dédaigneux d'un pittoresque que la tentation était facile, une œuvre sérieusement étudiée qui fournit une riche matière à la réflexion du lecteur. (La France Catholique.)

Enfin, après avoir consacré une page entière de Courrier 50 à un parallèle entre anarchie et monarchie, l'auteur ajoute :

« Cet article a été écrit après la lecture de l'Histoire de l'Anarchie... Je ne saurais mieux souligner l'importance et l'intérêt de cet ouvrage de premier ordre qu'en avançant que les colonnes qu'on vient de lire devaient, à l'origine, n'être qu'un compte rendu de ce livre. Nous ne pouvons que signaler, au

(1) Rappelons que l'ouvrage est en vente au prix de 785 fr. franco recommandé avec déduction des auteurs, à notre service de librairie.

passage, les articles élogieux qui viennent de paraître dans les journaux et revues belge, suisse et italienne.

SUR QUELQUES RESERVES

Le nicodème dont nous avons parlé plus haut est un échantillon de la Gazette des lettres, organe faisant preuve habituellement de plus d'intelligence et de finesse. Il paraît, déclare en substance et avec dédain notre homme, que tous ces barbus, aussi bien qu'un tel sujet, n'intéressent plus personne.

Si nous laissons de côté cet hurlement sans importance, les seules réserves formulées ont été le fait d'anarchistes. Disons tout de suite que nos amis de Défense de l'Homme, par deux excellents articles, ont su dire tout le bien qu'ils pensaient de l'ouvrage.

Armand a fait quelques critiques avec la courtoisie qui lui est familière, en se plaçant évidemment du point de vue de l'individualiste. Les auteurs ont répondu de la même façon et fort pertinemment à notre avis.

En fait, la seule note vraiment discordante dans ce concert unanimement élogieux doit être attribuée à Prudhommeaux qui a donné le compte rendu de l'ouvrage dans Paris d'avril 50. Il n'y va pas par quatre chemins et, seul de son avis parmi tant d'intellectuels qui ne sont tout de même ni bêtes ni incultes, il accuse les auteurs d'ignorance. Mais mieux vaut citer : « Enfin, lorsque le ou les auteurs abordent le terrain anglais ou allemand, leur ignorance apparaît si totale qu'on ne s'étonne plus de leur incompétence. Il convient de les féliciter d'avoir laissé de côté les Etats-Unis, l'Espagne et l'Italie, la Russie et même la Belgique puisque aussi bien Josiah Warren, Pi y Margall, Carlo Disciane, Alexandre Herzen, César de Paeppe leur sont terrés incognita... » Nous avons

DILEMME GOUVERNEMENTAL

La corde ou le poison ?

HACUN connaît la recette fameuse du pâté de cheval aux alouettes : un cheval, une alouette. Les cuisines gouvernementales sont en train de nous mijoter un plat de leur façon qui s'en rapproche étrangement : un canon, une tranche de pain, un canon, une couche de beurre. C'est le menu prévu pour les prochaines années. Et si nous sommes sages, nous aurons quelques conserves américaines.

Remarque que ce n'est pas de gâté de cœur que notre paternel gouvernement s'oriente vers l'accroissement des crédits militaires et le réarmement intensif. Car il a aussi ses ennuis, le gouvernement. Par exemple, il sait bien que s'il ne procédait pas à la réforme électorale, il se trouverait en face d'une assemblée ingouvernable après les prochaines élections : une assemblée gaulliste et stalinienne. C'en serait fini des beaufteards « démocrates ». Aussi, se disent-ils, avec cet instinct de conservation qui a caractérisé les cliques politiques de tous les temps, qu'il convient de ne pas trop renforcer les oppositions de droite et de gauche », et en particulier les « Staliniens ». Seulement, pour ne pas renforcer les prétextes de

la démagogie stalinienne, il faudrait pouvoir assurer un niveau de vie décent aux travailleurs, ce qui est assez opposé à toute dépense de réarmement, à tout crédit militaire.

Le gouvernement des « démocrates » et le capitalisme français sont donc pris entre deux feux : si on réarme pour assurer la continuité du système contre le totalitarisme stalinien, on accroît l'influence du stalinisme à l'intérieur du pays. Si on ne réarme pas, on consolide les positions militaires russes à l'extérieur. Que préférer, la corde ou le poison ?

Mais nos gouvernants n'ont pas eu à hésiter longtemps : l'oncle d'Amérique a débarrassé leurs méninges de ce problème angoissant en choisissant pour eux, il a adressé à M. Pieven un texte lui demandant : la nature et l'étendue des efforts que la France est décidée à faire en vue de renforcer le système collectif de sécurité nécessaire à la défense de la paix. Devant une mise en demeure aussi nette, consécutive à l'affaire coréenne, il n'y avait plus à lanterner. Pieven répondit par un mémorandum, par lequel le gouvernement

(Suite page 2, col. 4.)

Le 17 Novembre, à 20 h. 30 précises
PALAIS DE LA MUTUALITÉ
GRAND GALA DU LIBERTAIRE
Concours assuré de nos amis :
CAMPION, DATZU, Yves DENIAUD Léo FERRE, Jacques GRELLO,
Nathalie NATTIER, Léo NOEL, René PAUL, ROCCA, Cathreine SAUVAGE
dans leurs nouvelles créations.
Avec le concours de Michel SIMON si ses engagements le permettent.
Y seront aussi, la Chorale des Ajistes, le Groupe Spartacus,
ainsi que d'autres grands noms de la Scène et de l'Ecran.
Mais CHUT... Surprise !
VENEZ TOUS AVEC VOS AMIS !
Il est prudent de retirer les billets dès maintenant :
145, Quai de Valmy
LECTEURS ET AMIS DU "LIBERTAIRE"

LES RÉFLEXES DU PASSANT



LE JUGE

Le juge est neutre. Comme la syllabe. Contraint d'épouser l'opinion de ses maîtres, il a été républicain sous Daladier, hitlerien sous Pétain, tout en prenant bonne note des discours de l'homme de Moscou et de l'homme de Londres. Afin de flatter le vent. Aujourd'hui, il est de nouveau républicain, mais si demain Staline arrivait, séance tenante le juge serait traité toujours bienveillant à l'égard des puissants, il a pu en toute conscience se mettre à la disposition de Vichy contre de Gaulle et vice-versa, envoyer au poteau les « terroristes » pour le compte de la Gestapo, et les « collabos » pour le compte de « terroristes ». Le Juge est donc un outill.

Le régime s'écroule, les guerres, les secousses sociales passent, lui demeure. Le juge fait partie des gens de maison : ceux qui servent la patrie. Mais il se place parmi les plus mal rétribués. Car son allure solennelle n'empêche aucun instinct pervers, il est juste que son traitement soit inférieur à celui du général, Eunuque de l'Etat, le juge est donc un domestique d'apparat.

Ne connaissant que les lois, il ignore tout de la justice. Il envoie l'objet de conscience au bagne, mais acquiesce, avec des félicitations, le policier tortionnaire, il sanctionne durement le moindre petit vol, mais sait arrêter une enquête risquant d'ennuyer de hauts personnages. Car si le juge est neutre, il ne doit jamais oublier que son avancement est directement subordonné à la souplesse de son échine, sous doctes, ses facultés d'appréciation.

Témoin M. Delattre, juge d'Arras qui, ayant un instant oublié les « règles de sa profession », voulut jouer les don Quichottes. Aujourd'hui, plus sage, « guéri » de sa « folie », il est rentré dans le rang. Mais a-t-on idée de crier que la magistrature et la police sont parricides ? En pleine rue ? Sont-ce là des choses à dire ? Et croit-on que la vérité soit toujours recommandable ? Soyons sérieux. Si M. Delattre n'était pas revenu à une conception plus saine des devoirs de sa charge, on serait-il présentement ? Je n'ose y penser ! Et voilà bien la preuve que la vérité ne paye pas. Tandis que l'obéissance, j'allais écrire la complaisance, a toujours été récompensée. M. Delattre maintenant s'en rend compte. Il s'est soumis et les Topaze du Palais-Bourbon lui ont obtenu son avancement. Les traditions sont respectées et tout est sauvé. Forc l'hommeur.

OLIVE.

LES LIVRES :

LE COLOSSE PUÉRIL

L'ARTISTE est, par vocation sourd et impérieux, un révolté. Il proteste contre les systématisations arbitraires de la société, pour la nature bafouée, mais obstinée, telle qu'elle continue de se manifester à travers les aspirations désordonnées des individus. Les écrivains américains illustrent le mieux cette rébellion, qui ignore depuis plusieurs décades le portrait de Babbitt et Babbitt se reconnaît dans ce miroir caricatural.

Wood Kahler, l'auteur du *Nain gigantesque* (1), a longtemps vécu en Europe. Il a même épousé une Russe et ses difficultés de mari-romancier, aux prises avec l'âme slave de Tamara, alimentent la partie autobiographique de son livre. La

sentimentalité impulsive, la vitalité, la barbarie élégante de cette Russe quelque peu mongole ne font que mieux ressortir, en contraste, le désarroi de Nick Dunfield, un « parvenu du Texas, dont les facultés morales apparaissent aussi mal équilibrées que le physique. Quand on le regarde avec un peu de recul, on ne peut dire s'il était petit ou grand et pourtant, en réalité, sa taille était au-dessus de la moyenne. Avec son front anormalement bombé, sa figure creuse, son nez en patate, il avait l'air d'un nain gigantesque...

La même ambiguïté se révèle en effet, tout au long des tribulations de l'ami de Kahler, entre sa mégalomane sociale effrénée et la persistante ingénuité de ses réactions. L'art adroit de l'auteur résiste à faire, de ce déséquilibre « le brillant premier rôle de sa tragédie américaine », et le succès du livre, qui fut un best-seller, indique assez avec quel plaisir marochiste le public des Etats-Unis s'est reconnu dans ce bouc émissaire.

Les débordements de Nick Dunfield figurent, au paroxysme, le mal qui étreint l'homme américain, sous son optimisme de façade et que nul whisky ne peut endormir. Ses redondances, ses contorsions, ses pitières traduisent l'effarant complexe d'un peuple qui, parvenu par l'entremise de l'argent à la maîtrise de tous ses rêves d'enfance, s'est-

fraye de son indigence spirituelle devant les responsabilités qui lui incombent. Secrètement déçu de ses « hochets spectaculaires », de ses « bobards extravagants » qu'elle se monte à coup de dollars, de ses « rêves fabriqués en série, mis en boîte de conserve, stérilisés ». Son riche mariage lui avait donné la possibilité de tout avoir. Et pourtant, il demeurait douloureusement insatisfait... « L'ardeur qu'il avait déployée à la conquête de l'argent comme le meilleur moyen de triompher en cette existence n'avait pu que le conduire à une impasse. Le but noble et élevé qu'il s'était fixé s'était résorbé chemin faisant... Insatiables, les moyens avaient dévoré la fin. Ils étaient, eux-mêmes, devenus la fin ! »

Ces citations caractérisent le talent de Wood Kahler. Rompant avec la brutalité d'Hemingway et des autres écrivains américains de l'époque, il s'inscrit, plutôt, avec la plume des écrivains de la nouvelle génération, dans la lignée analytique d'Henry James. Tout son pamphlet est parcouru d'un humour caustique, qui pince sans rictus, à cent lieues du rictus terrible de Caldwell.

Et cette parodie est plus large, plus universelle qu'elle ne paraît d'abord. Le mal américain étreint déjà plus ou moins humblement, le monde entier. L'auteur par ses projets de puissance gigantesque. Devant ces constructions qu'il a voulues et qui le dévorent, l'homme du XX^e siècle se sent à la fois très grand et très petit, c'est un colosse qui considère d'un regard neutre et effaré le monde nouveau jolli de son crâne et de ses mains.

Jean VITA.

(1) Edité par la Jeune Parole. (Prix : 200 fr. - Franco : 315 fr.).

REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

2^e REGION
PARIS (13^e)
Jeudi 26 octobre, à 20 h. 30, Café de l'Aquarium, 15, av. d'Italie (13^e), Métro : Maison-Blanche.
La Yougoslavie vue par un Anarchiste par un militant revenant de Yougoslavie

PARIS-EST
JEUDI 26 OCTOBRE 1950
SALLE PACRA
12, BOULEVARD BEAUMARCHAIS
A 20 HEURES 45 PRECISES
La lutte pour la Paix et le 3^e Front
Orateur : Charles DEVANÇON

ASNIERES
Salle du Centre administratif, place de la Mairie, vendredi 20 octobre, 21 heures :

L'indépendance du camping
Orateur : Joë Lanen

10^e et 11^e REGIONS
Tournée Aristide LAPEYRE
« Face à la guerre qui vient, que faire ? »

NARBONNE : Mardi 10 octobre, 21 h.
CARCASSONNE : Mercredi 18 octobre, 21 h., salle de l'Eden
TOULOUSE : Jeudi 19 octobre, 21 h., salle de l'ancienne faculté des lettres, rue de Rémusat.

12^e REGION
GROUPE ELYSEE RECLUS DE NICE
Le Fédéralisme Libéraire
le 26 octobre, à 21 heures
Café de Lyon, salle du premier étage

La Production
au service de l'homme
le 9 novembre, à 21 heures
Salle Carlonia, rue Maccarini (première d'une série sur le sujet)

ENFANCE - JEUNESSE

DÉFENSE DE L'ÉCOLE MODERNE

Dans les précédents numéros de ce journal, je me suis permis de prétendre que le succès de l'Ecole moderne invitait à un optimisme mesuré. C'est qu'il faut sans cesse distinguer dans les événements bruts *l'esprit*, les *dirés* et les *actes*. Un succès n'est réel et complet que s'il n'existe pas contradiction entre ces trois facteurs : pensée, verbe et action. D'une part, s'il n'y a pas unité de sens, il y a incohérence, donc erreur. D'autre part, c'est dans cet ordre que doit se dérouler l'événement : Je pense — je dis ce que je pense — je fais comme je dis. Enfin il faut encore qu'au départ il y ait accord des pensées originelles. Si ces conditions ne sont pas remplies, les malentendus sont inévitables.

La naissance d'une pédagogie nouvelle correspondait par définition à un état d'esprit nouveau. Elle en était le fruit. C'est ce qui s'est produit pour Freinet, ensuite pour ses disciples, puis pour le noyau de l'Ecole moderne puis pour tous ceux qui s'y ralliaient. Tout cela se faisait normalement, c'est-à-dire lentement, en mesure, et ne pouvait prêter à suspicion tant que la pédagogie nouvelle était en proie à l'hostilité générale des forces de réaction.

Or le succès actuel des méthodes d'éducation moderne, comme tout succès rapide, ne procède plus entièrement de cette logique, de cette conscience. Ce serait d'ailleurs bien la première fois que l'ordre scientifique, dans ses applications pratiques, se trouverait en même temps et dans la même mesure, accompagné de l'ordre spirituel et moral.

Car il en est des découvertes pédagogiques comme des découvertes scientifiques : on peut en faire tout ce qu'on veut, du meilleur au pire.

Que des maîtres s'égarent dans l'application des méthodes d'éducation moderne — par exemple l'élève puni pour ne pas avoir présenté de texte « libre » — c'est compréhensible. C'est *l'esprit* des méthodes qui n'est

pas encore assimilé. Cette assimilation demande un sens naturel ou une éducation, que certains maîtres vont chercher d'eux-mêmes auprès des convaincus, et que nombre de normaliens et normaliennes reçoivent déjà, théoriquement grâce à une direction d'E.N. compréhensive, et pratiquement à certains stages d'école ou de classe d'application. Le renouvellement constant du personnel enseignant se fait au bénéfice de ces méthodes.

Que des éducateurs de toute obédience donnent également, et avec enthousiasme, dans les méthodes chères à Freinet — des catholiques par exemple — voilà qui est plus surprenant. Il y a là une inconscience notoire. Ce n'est pas à nous de la résoudre. Curiosité, sens critique, liberté d'esprit et d'action ne sont pas compatibles avec mystère, dogme, résignation et soumission. Ceux qui le croient devront cependant choisir.

Ce qui est encore moins rassurant c'est le patronage officiel qui reçoit de plus en plus le mouvement de pédagogie nouvelle. Il est difficile jusqu'ici de déterminer la part de grimace et la part de sincérité dans

l'accueil qui lui est réservé. Ce que nous savons c'est qu'à mesure qu'on s'élève dans la hiérarchie diminue le sentiment révolutionnaire. Au sommet ne subsiste plus que le sentiment conservateur — sinon réactionnaire — le plus normal.

Il est également symptomatique qu'en dehors de la C.E.L. (coopérative propre au groupement de Freinet) on cherche dans un but purement commercial à exploiter la vogue croissante des méthodes d'éducation moderne, en plaçant du matériel d'enseignement dont l'emploi n'a souvent qu'un rapport lointain avec les buts des dites méthodes.

A mon sens donc, trop de gens se réclament des méthodes modernes d'éducation. C'est la preuve de l'indifférence qu'elles suscitent, mais d'un intérêt justement équivoque et qui met la puce à l'oreille. Que des individus qui ont choisi la dépendance spirituelle ou matérielle flirtent avec un idéal basé sur la liberté prouve qu'ils ont compris ou senti que l'Ecole moderne est dès aujourd'hui une force avec laquelle il faudra désormais compter.

K. DUVAL.
(A suivre.)

Divertissement

Les 3 "Léo" aux "3 Maillets"

Le cadre s'y prêtait !!! Il était inévitable que cela se produisît !!!

LEO CAMPION, promu au rôle d'homme sérieux de l'équipe, se charge de nous rappeler spirituellement par quel processus logique il se trouve avec ses « complices » l'héritier légitime des Barbus du III^e siècle qui peuplèrent des NON-CONFORMISTES de l'époque, les vœux rébarbatives qui aujourd'hui abrutissent une fantaisie qui se veut neutre tout en s'efforçant de ramener l'auditeur à une gaité prenant sa source dans les finesses de la langue, dans la coquetterie des contrastes, dans la sérieuse révolte du rire — valeur aujourd'hui trop dédaignée au profit de la facile trivialité.

Aux « TROIS MAILLETS » — Léo vous fait visiter ses oubliettes qu'avait un peu de bonne volonté on peut se figurer d'époque, puis il vous ramène dans la Cave où la roserie de qualité a succédé aux chevaux, aux brocards des salons de torture d'antan, mais qui ne vous en retourne pas moins sur un « grill ardent moins-mais-faisant que les morales qui, aujourd'hui remplacent les chaînes d'autrefois ».

De 22 h. à 2 heures du matin, tour-

ne la farandole animée par les TROIS « LEO », le FERRE, le CAMPION, le NOEL.

Entre M. Toutblanc, dans lequel LEO FERRE, avec un talent inégalable, fait danser la note musicale sur le vers et le « Plombier-zingueur » que LEO NOEL, extirpe de ses poutmons larges comme la misère du monde, LEO CAMPION a accroché à la voûte médiévale la sensibilité exaspérée du barbu DADZU qu'on imagine à l'étage au-dessous, tournant sur le chevalet des supplices et jetant à la tête de l'humanité tortionnaire, la révolte des damnés.

Il fallait une belle fille... CAIHERNE SAUVAGE hâle... hale... tout au long d'un chant bouleversant. Un talent qui sortira de la cave. Sur cette atmosphère surchauffée, Roger COMBE vient jeter les pointes aigües d'une poésie moderne, toute de subtilités et dans laquelle la forme fait conduite à la drôlerie.

Les trois « LEO » aux Trois MAILLETS... Un essai de transformation du genre « Cabaret », lequel s'il réussit, peut sortir celui-ci de l'impasse où la facilité l'a trop souvent engagé. SUZY.

LA CORDE OU LE POISON ?

(Suite de la première page)

s'engageait à réaliser en trois ans un programme supplémentaire de 2.000 milliards de francs, soit un budget de défense nationale de 1.200 milliards par an. Chacun de nous aura donc offert à la « patrie », sous une forme ou sous une autre, une moyenne de 30.000 fr. par tête de pipe et par an, y compris les dépenses de guerre, et exclusivement pour le réarmement. C'est dire que le jour des impôts dont nous sommes adroitement dépouillés par les autres chapitres du budget, et dans lesquelles figurent d'autres dépenses militaires camouflées, la somme devient coquette.

Ce sont, comme toujours, les travailleurs qui feront les frais de l'histoire. Ce n'est pas une quelconque démagogie qui inspire cette remarque, mais les faits. Les économistes distingués et les politiciens sont en effet d'accord et déjà sûrs d'avoir à faire face sous peu à l'inflation. Car lorsque une économie aussi précairement équilibrée que la nôtre se tourne vers la production intensive de matériel de guerre au lieu de produits indispensables entraîne un cycle infernal de montée des prix, de baisse du pouvoir d'achat des salariés. Il est hors de doute que le gouvernement bloquera vigoureusement ces salaires amoindris sous le prétexte d'éviter que l'inflation ne se poursuive, afin que le programme de guerre ne se trouve pas compromis. A chaque tentative de la classe ouvrière pour défendre sa misérable ration, le gouvernement répondra donc en lâchant ses C.R.S., ses flics et ses jaunes, en développant une législation policière contre les grèves et les manifestations en arrêtant les militants ouvriers. Voilà ce que signifie le programme de réarmement pour la grande masse des travailleurs.

Volés et battus, voilà ce que nous serons, tandis que les tanks sortent à la place des tracteurs, jusqu'au jour où nous arracherons aux derniers tracteurs pour nous faire entrer dans les tanks l'ambassadeur au nom de la liberté et de la civilisation. Paye, ta-tout, accepte toutes les insultes avant d'aller te faire tuer pour tes insultes : telle est la devise gouvernementale.

L'hypocrisie stalinienne ne manque pas de se manifester là aussi. Elle a, évidemment, beau jeu de dénoncer la misère et le servage qu'on prépare aux travailleurs, mais elle évite soigneusement d'ajouter que cet état de choses a été dans une large mesure voulu, provoqué par le Kremlin, dont il sert les desseins. L'invasion de la Corée du Sud par les Nord-Coréens, appuyés par Moscou, avait sans doute plus de signification du point de vue de la stratégie stalinienne mondiale que du point de vue purement militaire. Entraînant les « démocraties » bourgeoises, à la remorque des U.S.A., vers un programme de réarmements intensifs, l'attaque coréenne a pour conséquence, et calculée par Staline, l'appauvrissement des plus faibles, l'exploitation accrue de leur classe ouvrière, l'extension des régimes policiers. Ainsi les armées soviétiques apparaîtront-elles dans une aurole de « libération sociale », lorsqu'elles se lanceront à la conquête de l'Occident, selon la première vague de défilement de

l'impérialisme russe au début de la prochaine guerre. Il est du devoir des révolutionnaires de dénoncer cette collusion des systèmes d'exploitation de l'Est et de l'Ouest, de la bureaucratie et du capitalisme, dans l'asservissement croissant des masses laborieuses pour les visées des impérialismes. Il est du devoir des révolutionnaires libertaires d'arracher au stalinisme toutes les possibilités de canaliser au profit de sa réaction les tentatives populaires qui secouèrent le joug des fauteurs de guerre.

Parallèlement, il faut arracher le masque de « paternaliste » de Wall Street et de Truman. Depuis cette histoire de Corée, des officiels américains sont venus en Europe, en France même, prononcer des discours mirifiques où il nous assure que l'Onclé Sam s'intéressait plus que jamais à notre niveau de vie et à nos libertés. Par cette campagne de « promesses », le Département d'Etat entend soutenir en Europe un courant pro-américain sous le slogan « Les U.S.A. paieront ». Ce serait déjà une réplique suffisante que de rétorquer que les masses européennes ne comprennent pas, n'entendent pas, ne se passionnent pas, ne se passionnent pas, de la tradition historique de ses classes travaillantes de lever l'étendard du soulèvement contre toutes les exploitations. Face au cri de chacun des impérialismes préparant la guerre : « le monde sera à moi ou ne sera pas », le cri de la Révolution qui s'essuie est « Je salue l'Internationale ou je ne serai pas » — tel est le sens du Troisième Front.

René MICHEL.

Un communiqué du FOYER RÉURRECTION

Ouvriers, employés, étudiants, d'origines sociales variées et d'opinions politiques différentes, les jeunes du groupe ajisté Réurrection (Centre Laïque des Auberges de Jeunesse-Plein Air) s'élèvent énergiquement contre les dix-huit mois et contre le maintien abusif dans les casernes des jeunes gens qui ont achevé leur temps.

Cette militarisation accélérée des jeunes travailleurs, d'une part appauvrit les familles et l'ensemble de l'économie en diminuant les revenus et les forces de production ; d'autre part, constitue des mesures de guerre préventive.

Nous haïssons la guerre, nous ne tolérerons pas qu'un nom d'intérêts qui ne sont jamais les nôtres, on nous jette comme de la chair à canon sur les champs de bataille de la « der des ders » mondiale et atomique.

Les épreuves que nous avons traversées nous ont rendu lucides. Que les états-majors ne comptent pas trop sur notre volonté de nous battre.

Notre but essentiel est la paix et la fraternité des peuples. Dans nos auberges de jeunesse, dans les auberges à l'étranger, dans les rencontres internationales, partout des dizaines de milliers de jeunes de nombreux pays ont proclamé devant nous leur haine de la guerre et des politiques de paix armée.

Si le gouvernement et le parlement n'entendent pas notre appel, ils creuseront encore davantage le fossé qui les sépare de l'ensemble des travailleurs. Une telle ignorance des intérêts du peuple serait une provocation dangereuse.

Pas de dix-huit ! Libérez les classes gardées abusivement sous les drapeaux !

AVIS AUX GROUPES

Tous les communiqués doivent nous parvenir le lundi dernier délai.

LE LIEN

Le n° 2, 5^e série, est paru ; secrétaires, réclamez-le à votre bureau régional.

CULTURE ET RÉVOLUTION

LES ANARCHISTES AU PAYS DE TITO

La responsabilité du matériel

Dans l'usine Rade Koncar, un contre-maître nous explique que chaque atelier a son budget personnel. Que la production d'une « brigade de travail » soit déficitaire et la paie des travailleurs de cet atelier en pâtit. Si un ouvrier casse son outil celui-ci lui sera retenu à la fin du mois, ou en plusieurs mensualités. S'il casse une machine, ce qui est particulièrement grave en Yougoslavie, une commission se réunit pour chercher le coupable. Et si le sabotage est démontré (on peut toujours le prouver aisément) le responsable sera déclassé ou condamné, mais quel qu'en soit le motif, les camarades de sa « brigade » subiront une réduction de salaires, consécutive au ralentissement de la production.

Nous avons tenu à nous faire confirmer ces faits devant plusieurs camarades des « Brigades Renault » et Juin 36 et le contre-maître pour préciser enchaînait : « Voyez cet état, il manque un « mord », eh bien, le coupable le paiera. Ceci pour développer la conscience de la responsabilité des outils ».

Le droit de grève

Dans les deux usines que nous avons visitées (Rade Koncar à Zagreb et Ivan Lolla Ribar à Belgrade) nous avons constaté qu'elles étaient gardées par des miliciens en uniforme, armés de fusil ou de mitrailleuse et postés à toutes les portes ou patrouillant à l'intérieur de l'usine. Nous pensions que les barbelés encerclant ces usines, suffisait à en assurer la « protection ».

Ces « miliciens socialistes » émergent au budget de l'entreprise et sont sous son commandement. Ils perçoivent un salaire plus élevé que celui du travailleur, soit 3.300 dinars, nourris, logés et habillés.

Comme nous demandions à notre interprète les raisons qui justifiaient la présence de gens armés dans les usines, il nous répondait sans rire, après avoir questionné l'un des miliciens : « ils gardent la propriété populaire ».

Contre qui ? les capitalistes ? Nous pensions qu'ils étaient tous exterminés ! Les espions ? Cette affirmation ridicule ne pouvait nous satisfaire ; nous avions visité ces usines sans que les autorités yougoslaves aient des garanties sérieuses sur nos intentions. Non ! la réponse est ailleurs, elle nous est donnée par le président du syndicat de Croatie, qui déclarait : péremptoire : « Notre constitution ne prévoit rien pour ou contre le droit de grève, mais dans la pratique il n'y en a pas... » Et pour cause. Comment peut-on penser à la grève quand l'appareil de répression est à la porte, prêt à fonctionner ? De quoi laisser rêver Tait, Hartley et Jules Moch !

Répartition des revenus

L'Etat se réserve la plus grande part des revenus de l'entreprise. Il dispose également de l'intégralité des produits fabriqués et en fixe arbitrairement les prix de vente sur le marché. La plus-value importante de cette plus-value est la fameuse « accumulation socialiste » qui est affecté dans l'industrie lourde, à savoir le matériel de guerre, tanks et canons de fort tonnage, ex-

trêmement coûteux en raison du manque d'engorgement des capacités de production de l'industrie yougoslave. Ainsi une dépense considérable d'énergie est consacrée à la fabrication de produits non rentables, ce qui diminue d'autant la masse globale des objets de consommation ou d'instruments de première nécessité (tracteurs par exemple). Ces singulières conceptions économiques expliquent en partie la faiblesse du pouvoir d'achat des masses ouvrières.

Une moindre part des revenus est réservée à l'investissement et au renouvellement du matériel de l'entreprise. Il est caractéristique que ni le gouvernement, ni les syndicats n'ont songé (est-ce vraiment un oubli ?) à fixer le pourcentage des bénéfices revenant aux travailleurs. Toutefois un directeur d'usine nous expliquait : « Les bénéfices réalisés au cours de cet exercice ont été donnés à notre meilleur producteur ». Et qui fut ce meilleur producteur ? « L'ingénieur en chef qui reçoit 30.000 dinars » (10 fois de salaire d'un travailleur moyen).

Les impôts

L'article 42 de la Constitution de la R.F.P.Y. prévoit que : « L'obligation de payer l'impôt est générale et proportionnée à la situation matérielle des citoyens ». Cependant d'après la loi du 27 juin 1950, les travailleurs sont exonérés d'impôts. Seuls les capitalistes privés (1), les paysans riches, les commerçants « libres » et les artisans sont imposables. Mais la « loi nouvelle » est un fumisterie. Pour remplacer l'impôt obligatoire, le gouvernement yougoslave a mis en pratique une méthode beaucoup plus perfide, sous le couvert d'une contribution volontaire : l'emprunt national. Les fonds de cet

emprunt sont collectés sur les lieux de travail, par les syndicats. Les dons recueillis sont inscrits sur un tableau public. Ainsi il est très difficile de s'y soustraire. La femme d'un secrétaire syndical nous expliquait que son mari avait été obligé de verser 2.500 dinars

parce qu'un ouvrier en avait donné 2.000. Si par hasard vous échappez à la première collecte, un inspecteur se présente à votre domicile, et son : « Je viens pour l'emprunt », réclame l'avance toute justification.

Un emprunt est collecté sur les lieux de travail, par les syndicats. Les dons recueillis sont inscrits sur un tableau public. Ainsi il est très difficile de s'y soustraire. La femme d'un secrétaire syndical nous expliquait que son mari avait été obligé de verser 2.500 dinars

parce qu'un ouvrier en avait donné 2.000. Si par hasard vous échappez à la première collecte, un inspecteur se présente à votre domicile, et son : « Je viens pour l'emprunt », réclame l'avance toute justification.

Un emprunt est collecté sur les lieux de travail, par les syndicats. Les dons recueillis sont inscrits sur un tableau public. Ainsi il est très difficile de s'y soustraire. La femme d'un secrétaire syndical nous expliquait que son mari avait été obligé de verser 2.500 dinars

parce qu'un ouvrier en avait donné 2.000. Si par hasard vous échappez à la première collecte, un inspecteur se présente à votre domicile, et son : « Je viens pour l'emprunt », réclame l'avance toute justification.

Un emprunt est collecté sur les lieux de travail, par les syndicats. Les dons recueillis sont inscrits sur un tableau public. Ainsi il est très difficile de s'y soustraire. La femme d'un secrétaire syndical nous expliquait que son mari avait été obligé de verser 2.500 dinars

parce qu'un ouvrier en avait donné 2.000. Si par hasard vous échappez à la première collecte, un inspecteur se présente à votre domicile, et son : « Je viens pour l'emprunt », réclame l'avance toute justification.

Un emprunt est collecté sur les lieux de travail, par les syndicats. Les dons recueillis sont inscrits sur un tableau public. Ainsi il est très difficile de s'y soustraire. La femme d'un secrétaire syndical nous expliquait que son mari avait été obligé de verser 2.500 dinars

parce qu'un ouvrier en avait donné 2.000. Si par hasard vous échappez à la première collecte, un inspecteur se présente à votre domicile, et son : « Je viens pour l'emprunt », réclame l'avance toute justification.

Un emprunt est collecté sur les lieux de travail, par les syndicats. Les dons recueillis sont inscrits sur un tableau public. Ainsi il est très difficile de s'y soustraire. La femme d'un secrétaire syndical nous expliquait que son mari avait été obligé de verser 2.500 dinars

parce qu'un ouvrier en avait donné 2.000. Si par hasard vous échappez à la première collecte, un inspecteur se présente à votre domicile, et son : « Je viens pour l'emprunt », réclame l'avance toute justification.

Un emprunt est collecté sur les lieux de travail, par les syndicats. Les dons recueillis sont inscrits sur un tableau public. Ainsi il est très difficile de s'y soustraire. La femme d'un secrétaire syndical nous expliquait que son mari avait été obligé de verser 2.500 dinars

parce qu'un ouvrier en avait donné 2.000. Si par hasard vous échappez à la première collecte, un inspecteur se présente à votre domicile, et son : « Je viens pour l'emprunt », réclame l'avance toute justification.

Un emprunt est collecté sur les lieux de travail, par les syndicats. Les dons recueillis sont inscrits sur un tableau public. Ainsi il est très difficile de s'y soustraire. La femme d'un secrétaire syndical nous expliquait que son mari avait été obligé de verser 2.500 dinars

parce qu'un ouvrier en avait donné 2.000. Si par hasard vous échappez à la première collecte, un inspecteur se présente à votre domicile, et son : « Je viens pour l'emprunt », réclame l'avance toute justification.

Un emprunt est collecté sur les lieux de travail, par les syndicats. Les dons recueillis sont inscrits sur un tableau public. Ainsi il est très difficile de s'y soustraire. La femme d'un secrétaire syndical nous expliquait que son mari avait été obligé de verser 2.500 dinars

parce qu'un ouvrier en avait donné 2.000. Si par hasard vous échappez à la première collecte, un inspecteur se présente à votre domicile, et son : « Je viens pour l'emprunt », réclame l'avance toute justification.

La réalité Yougoslave

Une grande enquête du « Lib » par Joë LANEN

DANS nos précédents articles, après avoir défini pourquoi nous étions allés en Yougoslavie, nous avons examiné d'abord près de notre documentation et la place nous le permettent, quelles sont les conditions de vie des travailleurs de ce pays. Salaires très bas, travail au rendement, hiérarchie sociale, système policier, tels sont les caractéristiques de la vie du peuple yougoslave.

Cette enquête résulte d'un travail de collaboration et de confrontation de tous nos camarades qui participent aux délégations de cette année. Nous prétendons de ce fait à l'objectivité, du moins en ce qui concerne les documents que nous rapportons, et chaque fois qu'il nous sera possible, nous donnerons les noms des personnes que nous avons rencontrées, les lieux que nous avons inspectés et la référence des ouvrages, brochures ou journaux que nous citons.

emprunt sont collectés sur les lieux de travail, par les syndicats. Les dons recueillis sont inscrits sur un tableau public. Ainsi il est très difficile de s'y soustraire. La femme d'un secrétaire syndical nous expliquait que son mari avait été obligé de verser 2.500 dinars

parce qu'un ouvrier en avait donné 2.000. Si par hasard vous échappez à la première collecte, un inspecteur se présente à votre domicile, et son : « Je viens pour l'emprunt », réclame l'avance toute justification.

Un emprunt est collecté sur les lieux de travail, par les syndicats. Les dons recueillis sont inscrits sur un tableau public. Ainsi il est très difficile de s'y soustraire. La femme d'un secrétaire syndical nous expliquait que son mari avait été obligé de verser 2.500 dinars

parce qu'un ouvrier en avait donné 2.000. Si par hasard vous échappez à la première collecte, un inspecteur se présente à votre domicile, et son : « Je viens pour l'emprunt », réclame l'avance toute justification.

Un emprunt est collecté sur les lieux de travail, par les syndicats. Les dons recueillis sont inscrits sur un tableau public. Ainsi il est très difficile de s'y soustraire. La femme d'un secrétaire syndical nous expliquait que son mari avait été obligé de verser 2.500 dinars

parce qu'un ouvrier en avait donné 2.000. Si par hasard vous échappez à la première collecte, un inspecteur se présente à votre domicile, et son : « Je viens pour l'emprunt », réclame l'avance toute justification.

Un emprunt est collecté sur les lieux de travail, par les syndicats. Les dons recueillis sont inscrits sur un tableau public. Ainsi il est très difficile de s'y soustraire. La femme d'un secrétaire syndical nous expliquait que son mari avait été obligé de verser 2.500 dinars

parce qu'un ouvrier en avait donné 2.000. Si par hasard vous échappez à la première collecte, un inspecteur se présente à votre domicile, et son : « Je viens pour l'emprunt », réclame l'avance toute justification.

Un emprunt est collecté sur les lieux de travail, par les syndicats. Les dons recueillis sont inscrits sur un tableau public. Ainsi il est très difficile de s'y soustraire. La femme d'un secrétaire syndical nous expliquait que son mari avait été obligé de verser 2.500 dinars

parce qu'un ouvrier en avait donné 2.000. Si par hasard vous échappez à la première collecte, un inspecteur se présente à votre domicile, et son : « Je viens pour l'emprunt », réclame l'avance toute justification.

Un emprunt est collecté sur les lieux de travail, par les syndicats. Les dons recueillis sont inscrits sur un tableau public. Ainsi il est très difficile de s'y soustraire. La femme d'un secrétaire syndical nous expliquait que son mari avait été obligé de verser 2.500 dinars

parce qu'un ouvrier en avait donné 2.000. Si par hasard vous échappez à la première collecte, un inspecteur se présente à votre domicile, et son : « Je viens pour l'emprunt », réclame l'avance toute justification.

Un emprunt est collecté sur les lieux de travail, par les syndicats. Les dons recueillis sont inscrits sur un tableau public. Ainsi il est très difficile de s'y soustraire. La femme d'un secrétaire syndical nous expliquait que son mari avait été obligé de verser 2.500 dinars

parce qu'un ouvrier en avait donné 2.000. Si par hasard vous échappez à la première collecte, un inspecteur se présente à votre domicile, et son : « Je viens pour l'emprunt », réclame l'avance toute justification.

Un emprunt est collecté sur les lieux de travail, par les syndicats. Les dons recueillis sont inscrits sur un tableau public. Ainsi il est très difficile de s'y soustraire. La femme d'un secrétaire syndical nous expliquait que son mari avait été obligé de verser 2.500 dinars

parce qu'un ouvrier en avait donné 2.000. Si par hasard vous échappez à la première collecte, un inspecteur se présente à votre domicile, et son : « Je viens pour l'emprunt », réclame l'avance toute justification.

Un emprunt est collecté sur les lieux de travail, par les syndicats. Les dons recueillis sont inscrits sur un tableau public. Ainsi il est très difficile de s'y soustraire. La femme d'un secrétaire syndical nous expliquait que son mari avait été obligé de verser 2.500 dinars

parce qu'un ouvrier en avait donné 2.000. Si par hasard vous échappez à la première collecte, un inspecteur se présente à votre domicile, et son : « Je viens pour l'emprunt », réclame l'avance toute justification.

Un emprunt est collecté sur les lieux de travail, par les syndicats. Les dons recueillis sont inscrits sur un tableau public. Ainsi il est très difficile de s'y soustraire. La femme d'un secrétaire syndical nous expliquait que son mari avait été obligé de verser 2.500 dinars

parce qu'un ouvrier en avait donné 2.000. Si par hasard vous échappez à la première collecte, un inspecteur se présente à votre domicile, et son : « Je viens pour l'emprunt », réclame l'avance toute justification.

Un emprunt est collecté sur les lieux de travail, par les syndicats. Les dons recueillis sont inscrits sur un tableau public. Ainsi il est très difficile de s'y soustraire. La femme d'un secrétaire syndical nous expliquait que son mari avait été obligé de verser 2.500 dinars

parce qu'un ouvrier en avait donné 2.000. Si par hasard vous échappez à la première collecte, un inspecteur se présente à votre domicile, et son : « Je viens pour l'emprunt », réclame l'avance toute justification.

Un emprunt est collecté sur les lieux de travail, par les syndicats. Les dons recueillis sont inscrits sur un tableau public. Ainsi il est très difficile de s'y soustraire. La femme d'un secrétaire syndical nous expliquait que son mari avait été obligé de verser 2.500 dinars

parce qu'un ouvrier en avait donné 2.000. Si par hasard vous échappez à la première collecte, un inspecteur se présente à votre domicile, et son : « Je viens pour l'emprunt », réclame l'avance toute justification.

Un emprunt est collecté sur les lieux de travail, par les syndicats. Les dons recueillis sont inscrits sur un tableau public. Ainsi il est très difficile de s'y soustraire. La femme d'un secrétaire syndical nous expliquait que son mari avait été obligé de verser 2.500 dinars

parce qu'un ouvrier en avait donné 2.000. Si par hasard vous échappez à la première collecte, un inspecteur se présente à votre domicile, et son : « Je viens pour l'emprunt », réclame l'avance toute justification.

Un emprunt est collecté sur les lieux de travail, par les syndicats. Les dons recueillis sont inscrits sur un tableau public. Ainsi il est très difficile de s'y soustraire. La femme d'un secrétaire syndical nous expliquait que son mari avait été obligé de verser 2.500 dinars

parce qu'un ouvrier en avait donné 2.000. Si par hasard vous échappez à la première collecte, un inspecteur se présente à votre domicile, et son : « Je viens pour l'emprunt », réclame l'avance toute justification.

Un emprunt est collecté sur les lieux de travail, par les syndicats. Les dons recueillis sont inscrits sur un tableau public. Ainsi il est très difficile de s'y soustraire. La femme d'un secrétaire syndical nous expliquait que son mari avait été obligé de verser 2.500 dinars

Notons qu'il existe des versements minima : 1.000 dinars pour les adultes et 500 pour les enfants. D'après les estimations officielles, l'emprunt National de 1950 a rapporté plus de 5.500 millions de dinars (80 % de plus qu'il n'avait été prévu (2) soit plus de 325 dinars par individu, pour une population de 17 millions d'habitants, femmes, enfants, vieillards y compris.

Ces chiffres officiels démontrent suffisamment que l'emprunt National n'est qu'un impôt déguisé.

Le rationnement

Tous les producteurs, les fonctionnaires d'administration, du commerce, du parti ou des syndicats, sont soumis au rationnement (3). Les rations sont proportionnelles à la catégorie de chaque citoyen. La carte d'alimentation R3, la plus courante donne droit à 300

grammes de pain noir par jour et par mois, 2 kilos de viande, 400 gr. de sucre, 800 gr. de graisse ou saindoux, en principe 100 gr. de succédané de café et un morceau de savon pour le linge. Mais dans la pratique, depuis six mois il n'y a pas eu de distribution de café et le savon est distribué irrégulièrement (nous avons vu voir des jeunes filles des brigades laver leur linge sans savon). Les tickets de beurre sont rarement honorés, ils le furent quelque temps avant les élections.

Les denrées soumises au rationnement sont distribuées par les coopératives ou Zadruga. Leur prix est imposé par la loi. En dehors de ce secteur contingenté, on peut se procurer à peu près tout ce qui est nécessaire, au marché noir, que l'on appelle pudiquement « marché libre ». Les prix n'y sont soumis à aucun contrôle et sont fixés arbitrairement en fonction de la loi de l'offre et de la demande. Ce marché libre, disent les dirigeants, est destiné à absorber l'excédent de salaire de l'Oudarnik ou les fortunes des exploitants privés. Cet argument est tout à fait spécieux. En effet, la pauvreté des rations de l'immense majorité des travailleurs les oblige à s'approvisionner au marché libre.

Dans chaque entreprise importante existe une cantine. Le prix des repas, pour un mois, varie entre 1.100 et 1.300 dinars et la carte d'alimentation est obligatoirement retirée à tout ceux qui en bénéficient. Les repas y sont spartiates type « plat national » des restaurants communautaires. Toute la famille du travailleur peut y manger. Cette méthode a l'avantage d'attacher les hommes à leur usine.

(1) Contrairement à ce que l'on affirme généralement, il existe encore des capitalistes privés. Nous le démontrons plus loin.

(2) TANJUG n° 286, du 21 septembre 1950.

(3) Les propriétaires, les commerçants libres, les artisans, ne touchent pas de cartes de rationnement.

Ces produits sont considérés comme denrées de luxe et ne sont pas rationnés.

(A suivre.)

1950, ANNÉE ZÉRO : ESPOIR ANARCHISTE

(Suite de la première page)

voulu connaître la position des auteurs qui se sont parfaitement expliqués, mais auparavant nous aurions pu répondre nous-mêmes qu'ils avaient parlé, suffisamment même de César de Pape ; et que Herzen et Pi y Margall peuvent fort bien ne pas être considérés comme des anarchistes.

Que Prudhommeaux soit anarchiste ne nous empêchera pas, au contraire, de dire ce que nous pensons. Son article relève infiniment plus de la mauvaise humeur que de la critique ! La critique de Prudhommeaux est la bienvenue si elle s'applique à un ouvrage de pure érudition, à une thèse de recherche. Encore aurait-il fallu qu'elle ne reproche point aux auteurs des fautes dont ils soient innocents.

Venons-en aux idées :

Ceci dit, et malgré notre satisfaction de constater ce succès d'opinion, ce qui nous intéresse particulièrement, ce sont les appréciations sur l'anarchie.

Du côté de chez Sartre

Les Temps Modernes : Claude Lefort, dans les Temps Modernes, dans un article intitulé « L'anarchisme », s'efforce de confirmer « l'appréciation traditionnelle » de l'anarchisme. Il y est aidé par l'entêtement des auteurs à rattacher l'anarchisme à l'artisanat. Et Lefort de démasquer ses batteries marxistes, pour conclure à une certaine utilité de l'anarchisme dans la mesure où « il se développe dans une relation dialectique avec le communisme marxiste ». Bien entendu, si l'anarchisme (simple refus de l'exploitation, refus immédiat, rejetant toute forme d'existence moderne) présente un aspect positif, des schématises lorsqu'on le considère sous l'angle de la révolution, la situation objective qui l'y a contraint.

Lefort semble ignorer tout de l'anarchisme des internationalistes antiautoritaires. Sinon, il saurait qu'il s'est opposé au marxisme essentiellement comme une concession précise de l'organisation. Lefort, en fait, ne fait que répéter ce que les auteurs lui tendent (nous avons dit là-dessus ce que nous en pensions dans notre compte rendu au moment de la parution de l'ouvrage). Mais il est vrai que l'anarchisme est une revendication vitale, non liée à la naissance de la classe ouvrière au cours du XVIII^e siècle. La confusion a pu exister par le fait que l'anarchisme, à chaque période, semble se confondre et se confond dans une certaine mesure avec la lutte des prolétaires opprimés. Mais lorsque le prolétaire proprement dit cède la place au serf moderne, intégré à l'Etat, l'anarchisme se perpétue ; mieux, il tend à devenir la seule revendication possible de la vie contre l'écrasement de l'ère totalitaire, alors que le marxisme politique, lié à l'apparition du prolétariat s'égare dans son schématisisme lorsqu'il vient des temps des nouvelles formes d'exploitations qu'il n'a pu prévoir.

Lefort devrait comprendre que le schématisisme des anarchistes est au fond plus « scientifique » que le schématisisme intellectuel, schématisme, sclérosé, des marxistes. Alors qu'on pourrait parler d'ère marxiste, on ne peut concevoir l'anarchisme que comme l'expression multiforme de la lutte, de la lutte de l'organique, de l'humain, du conscient contre l'inorganique, la lutte de l'organisation contre l'ordre mort, du combat incessant de l'homme contre l'oppression, du combat pour ce qu'on peut appeler la liberté, la dignité, la vérité. Et il est bien évident qu'en tant que théorie cohérente sinon achevée, l'anarchisme se fait à chaque étape. Même, pour toute la période dont traite le tome I de l'Histoire de l'Anarchie et où l'anarchisme a la peine conscience de son existence épropre, c'est de pré-anarchisme qu'il faudrait parler.

Après tout, Cl. Lefort s'est sans doute plus attaqué aux idées personnelles des auteurs du livre qu'à l'anarchisme lui-même et a-t-il eu tort de voir dans les auteurs des anarchistes, et le reflet de l'anarchisme dans leur méthode.

Dialogue avec la gauche flottante

Nous pourrions sur un point faire à Marcel Pétu, de « Franc-Tireur », la même observation qu'à Cl. Lefort : c'est que ce tome I ne traite que des sublimations sur le plan de la doctrine.

M. Pétu a retenu surtout les contradictions entre les divers précurseurs et les premiers théoriciens : « quelques ambiguïtés fondamentales et probablement irréductibles », écrit-il. Qu'il attende le second tome avant de porter son jugement surtout qu'il veuille bien admettre que l'anarchisme en tant que théorie se

fait chaque jour : c'est là son originalité et la marque de sa vitalité, l'explication aussi de son renouveau d'influence.

L'article de Pétu par ailleurs extrêmement sympathique, traduit ouvertement le trouble de ce que nous appelons, faute de mieux, la gauche flottante et qui sera les meilleurs des siens venir à l'anarchisme au fur et à mesure que celui-ci apparaîtra comme davantage cohérent et efficace. Nous disons bien « apparaîtra », car comparez les thèses des anti-autoritaires et des marxistes dans la 1^{re} Internationale, c'est se rendre à l'évidence : les seules qui aient eu dès le départ une position constructive étaient les anarchistes, leur opposition au centralisme les y contraignait d'ailleurs, mais que les Proudhons de Marx se fussent de ce mot passe-partout et qui a le curieux pouvoir de donner à ceux qui l'emploient un petit air réaliste : Etat. Remettre à l'Etat tous les moyens de production, c'est à cela que tient le programme des marxistes ; avouons que c'est un peu court et que Pétu lui aussi est tombé dans ce travers de juger les hommes non sur ce qu'ils sont mais sur ce qu'ils disent être. Nous formons des vœux pour qu'il revienne sur son jugement après la lecture du second tome, une fréquentation plus approfondie des théoriciens anarchistes et une connaissance sérieuse des réalisations anarchistes, au moins de celles d'Espagne.

Il ne faut pas juger l'anarchisme sur toute la pensée de Proudhon et Bakounine. L'anarchisme, vivant, a su ne pas se créer de docteurs de la loi, il a su prendre le meilleur de Proudhon et il ne peut faire siennes toutes les opinions de Bakounine, en particulier celles de sa jeunesse... alors qu'il n'était pas encore anarchiste !

L'article de Pétu a ouvert le dialogue entre les anarchistes et la gauche flottante. Nous pensons qu'il doit se poursuivre.

Chez les réactionnaires

M. André Thérive, dans « Paroles Françaises », s'est efforcé d'un point de notre pas trop polémique, d'autre part de rassurer ses lecteurs ! Il écrit : « Certes, le livre de MM. Sergent et Harmel, en replaçant l'anarchie dans une perspective purement historique, n'encourage personne à relever le vieux drapeau noir... On peut donc lire ce gros volume sans crainte ni arrière-pensée ».

En somme, M. André Thérive en reste à cette bonne vieille conception : l'anarchisme, divertissement d'intellectuels ou générosité dévoyée, ne peut mener à rien, il y a peut-être là, avec un manque certain d'originalité, une tentative de se rassurer contre une obscure crainte. M. André Thérive écrit tout juste pour ses lecteurs.

Les monarchistes et la main tendue !

L'article important « Anarchie et Monarchie » paru sous la signature de M. Debidour dans « Courrier 50 », l'organe du Comité de Paris, ne laisse pas de surprendre.

L'auteur voit avec plaisir les anarchistes lutter contre l'Etat dans la mesure où cet Etat est l'Etat fausement démocratique et libéral ou marxiste qui conduit au totalitarisme ou à l'impulsion. Et comme il y a eu chez les précurseurs anarchistes une incontestable nostalgie des sociétés paysannes en face de l'exploitation industrielle, M. Debidour ne manque pas de nous affirmer

que la vieille monarchie laissa vivre en paix les communautés paysannes et fut leur alliée contre la féodalité.

Donc, pour les partisans du comte de Paris et peut-être même pour les gens d'« Aspects de la France » l'anarchisme, idéologie horripilante, est utile dans la mesure où elle n'est pas réalisable et est une saine réaction contre les jacobinismes, étatismes forcés. La bonne solution, c'est une monarchie qui soit, nous une disparition du pouvoir, mais un pouvoir très ferme bien que limité aux grandes questions nationales et menaçant les autonomes communales et professionnelles. Ce pouvoir « il faut qu'il existe, il faut qu'il règne, de façon à la fois souveraine et si j'ose dire volatile, comme l'air dans nos poumons, cet air qui nous fait vivre et auquel nous ne pensons pas ».

Que la pensée de M. Debidour soit sincère, nous en sommes certains et tout son article respire l'intelligence. Mais nous demandons à M. Debidour de ne pas oublier que la lutte contre l'Etat moderne (monarchie ou oligarchie) est la différence est mince ; quant à la démocratie, nous n'en avons pas eu d'exemple ; n'est qu'un aspect de la lutte contre l'autorité, contre les pratiques et structures sociales autoritaires, se refusant à tout prix (pour quel prix ?) les anarchistes ont un trop parlé depuis peu. Les ouvrages récents sur l'anarchisme et en particulier le livre de Sergent et Harmel, jugé « primaire » par M. Quint, ne sont pas étrangers à l'intérêt que les Staliniens portent à l'anarchisme depuis quelques mois. Notre influence grandissante les empêche quelque peu de dormir et les articles de M. Quint auxquels nous répondrons, dans l'« Observateur » lui-même, font partie d'un plan dans lequel s'insère la fameuse brochure de Staline.

Dans la presse ouvertement stalinienne, pas un mot concernant : mieux vaut laisser le travail à des « indépendants », cela risque de mieux porter et sur une clientèle hésitante justement qui pourrait tourner les yeux vers l'anarchisme.

Plus près de nous

Les Fédéralistes : De très bons articles sympathiques et sérieux de J.-P. Gouzy dans « la République Fédérale » et de Gauthier-Walter dans « l'Ouvrier Libre ». Nous n'en attendons pas moins d'hommes qui savent de quoi ils traitent.

CONCLUSION

Pour conclure : Nous ne saurions mieux faire, pour achever de passer en revue ce qui a été écrit au sujet de « l'Histoire de l'Anarchie », que citer le Petit Crapoullet, qui, sans ménager les compliments, a su faire aux auteurs quelques reproches sévères, un peu trop peut-être, mais intelligents. Mais, paradoxalement, l'article le plus sérieux est, de loin, celui du Canard Enchaîné. Il résume admirablement la position anarchiste.

Le Canard, en effet, écrit : « On se sent rempli d'admiration en lisant ce livre volumineux, pour cette poignée d'hommes qui passaient, en leur temps, pour des rêveurs et des utopistes, alors qu'ils étaient bel et bien les bâtisseurs du monde de demain ».

Et il termine sur un ton prophétique, faisant allusion aux réalisations des socialistes autoritaires, en comparant les idées anarchistes avec la machine infernale qui, peut-être, fera à son tour sauter un système dont le triomphe épouvante nombre de ceux qui avaient tant lutté pour son avènement.

Georges.

Dans la France Catholique, M. Alain Palante ne voit dans tout l'anarchisme que d'une part, le désir d'ordre de Proudhon — mais néglige de nous dire en quoi cet ordre est la négation de l'ordre

SERVICE DE LA LIBRAIRIE

CHANSONS, POESIES

R. ASSO : Chansons sans musique 150 fr. (180 fr.). — A. ROBIN : Poèmes hongrois de Ady, 50 fr. (60 fr.). — Poèmes russes de Boris Pasternak, 50 fr. (60 fr.). — Quatre poètes russes, Pasternak, Pasternak, Blok, Essénine, 240 fr. (270 fr.). — Marcel RIQUET : Un jour viennois, 135 francs (150 fr.). — Jacques PREYER et André VERDET : Histoire, 300 fr. (350 fr.). — Christian GALL : L'air de loin, 200 fr. (240 fr.). — Jehan RICTUS : Les soliloques du pauvre, 345 fr. (400 fr.). — La librairie CAMPION : Le petit Campion, 200 fr. (215 fr.).

LA FERMETURE DE PLAISANCE

Espoir et Trahison

DECIDEMENT la technocratie n'a rien négligé pour mieux venir à bout des mineurs. La mutation des ouvriers de Plaisance à Graissessac doit s'effectuer en trois étapes. La première, le 2 octobre, n'a touché que 50 mineurs. La seconde, le 2 novembre, 80 environ. La dernière, escomptée pour le printemps prochain, assurera le transfert du reste du personnel. La manœuvre est habile. Il s'agit de diviser encore plus les travailleurs en lutte, pour en venir plus facilement à bout. Dans leur offensive antiouvrière, les technocrates ont été et sont largement aidés par les Centrales politisées. Devant la poussée des mineurs déterminés à l'action, gestionnaires, les barrières artificielles qui séparent F.O. et C.G.T. se sont vite évanouies. D'un commun accord, les pontifes S.F.I.O. et P.C.F. ont ordonné la grève sur le tas... pour 24 heures ! Ils ont réalisé le danger que représentait pour eux l'émancipation gestionnaire des travailleurs ! D'un commun accord ils ont oublié leurs querelles et, la main dans la main, ont canalisé la force populaire vers une action inutile, voire antiouvrière : la grève sur le tas !

Cinquante mineurs de Plaisance travaillent aujourd'hui à Graissessac. La première phase de la lutte semble avoir été emportée par les forces contre-révolutionnaires. Mais la lutte n'est pas finie. A notre avis elle n'est même pas encore commencée.

Qu'attendent-ils pour mettre en pratique ce qu'ils disent tout haut dans les rues, sur les places, dans les cafés, — c'est-à-dire l'exploitation de la mine pour leur propre compte, envers et contre tout ? Des journées fiévreuses se préparent pour la fin du mois. Une étincelle suffit pour que les mineurs de Plaisance prennent l'offensive et fassent craquer la législation et les centrales désuètes. Mais se produira-t-elle ?

TRAHISON DES PARTIS

Les partis politiques, quels qu'ils soient, paraissent avoir encore de solides positions et tentent de tirer le maximum des événements. Cependant leurs arguments ne sont plus dirigés que par les fanatismes de tout poil.

Que dit le P.C. ? Les pontifes, les députés Calas et Gros, Albinet, Massol et autres célébrités nous affirment : « La fermeture de Plaisance est due aux plans Marshall, Schuman... ». Ce sont nos gouvernements actuels, qui acceptent les dits plans qui sont responsables de cette situation. On sait que les communistes seuls luttent contre ces faits qui ne se produiraient pas sous un gouvernement démocratique. Camarades mineurs qui n'avez pas voté pour le P.C. c'est un peu votre faute si la mine ferme. Vous êtes contre la fermeture ? Seul un Etat communiste peut l'empêcher, votez pour nous ! »

Nous répondrons aux stalinien que les plans Marshall, Schuman et autres sont des plans d'Etat au même titre que les fameux plans quinquennaux soviétiques, et que l'Etat intégralement nationalisateur qu'ils préconisent, fermerait ou ouvrirait des puits selon son bon vouloir, sans se soucier de la volonté des mineurs (nous nous souvenons de l'Ukraine révolutionnaire où l'Armée Rouge n'aya les grèves dans le sang. Et puis, soyons logiques : Thorez et son parti ont donné aux mineurs un nouveau patron dont ils ont pris la responsabilité : l'Etat. La fermeture de Plaisance est donc la résultante des nationalisations que nous devons aux communistes. Aujourd'hui comme hier ils continuent leur action réactionnaire.

Voyons l'attitude de la S.F.I.O. Quoique la décision de fermeture ait été prise par un gouvernement à participation socialiste, le parti de Moch « défend » lui aussi les mineurs, et tout de force incompréhensible « lutte » contre ses propres ministres. Mais carade disons-nous. Si ses bonzes sont entrés dans l'action à Plaisance, c'est qu'ils savaient fort bien qu'elle ferait le jeu de l'Etat Notre traître de canons n° 1, Jules Moch, lui-même, a déclaré : « Je ferai tout mon possible auprès des ministres intéressés pour que Plaisance ne ferme pas ». Nous savons ce que vaut cette promesse !

Les pontifes locaux ont dit : « Il faut lutter unis, par la grève si nécessaire. » Mais pas la grève gestionnaire, bien sûr !

LA LUTTE SERA LONGUE

Ainsi, la grève traditionnelle s'est révélée une fois de plus impuissante. C'est sur ce mot d'ordre désuet que P.C. et S.F.I.O. se sont unis avec arguments à l'appui pour « défendre les mineurs ». C'est sur ce mot d'ordre désormais condamnable qu'ils ont mené les mineurs de la grève gestionnaire. C'est enfin pour des motifs politiques qu'ils ont d'un commun accord trahi les mineurs.

Les anarchistes et une très forte proportion d'ouvriers ont quand même gardé toute leur lucidité et ont répondu aux discours politiques par leur absence massive ou des haussements d'épaules.

Gueules noires du groupe de Graissessac et d'ailleurs la lutte, votre lutte n'est pas finie. Elle sera longue ; mais à brève échéance le travailleur aura le dernier mot. Le capitalisme privé et les nationalisations ont fait leurs preuves. N'hésitons plus à abattre des systèmes périmés qui ne nous apportent que guerres, misères et oppression !

Groupe de Graissessac-Estrechoux

Appel aux mineurs. — Ecrire F. A., 145, quai Valmy, Paris, qui transmettra aux camarades de la région de Plaisance.

EN PAYS MINIER

Les assassins hypocrites

DEPUIS la parution de notre dernier numéro, cinq nouvelles victimes sont venues s'ajouter à la liste déjà longue dont nous faisons état :

— A Merlebach, le mineur François Czerwinski, 48 ans, est mort la poitrine défoncée par le manche de son pio.

Aux mines de Trélay-Martin (Gard), un mineur de 21 ans, Roger Froment, a été tué, pris par un éboulement au puits Puisse.

— Pris sous un éboulement, à la mine Ferdinand, à Hettange-Grande (Moselle), le mineur Carlo Mazzoli, 29 ans, est mort étouffé.

— Camille Vidière, 47 ans, chargé de bois dans le puits de la fosse 21 des mines de Courrières. Pendant l'équilibre, il tomba dans le vide, d'une hauteur de 235 mètres. On retrouva son cadavre affreusement déchiqueté.

— Prix sous un éboulement, alors qu'il était occupé à des travaux de boisage, à la mine de cuivre et d'étain de Laprugne (Allier), M. Maurice Bigay, 24 ans, devait succomber.

Voilà qui ne va pas manquer de faire l'affaire des provocateurs stalinien ! Mais les Anarchistes n'ont pas la mémoire courte : ils savent évidemment que la « rationalisation » (?) du travail, l'insuffisance du matériel de boisage, la fatigue de l'homme s'ajoutant à la fatigue du matériel, toutes ces causes de multiples accidents sont le résultat de la gestion étatique des Houillères nationales.

Mais ils n'oublient pas, comme nous l'écrivions déjà dans le « Libertaire » du 27 janvier 1950, que ces méthodes défectueuses d'exploitation, où l'homme est sacrifié au rendement datent de l'époque où la Production industrielle était entre les mains des communistes et les destinées des mines dans celles du dénommé Lecœur.

Ce sont ces « néo-stalinoïdes » qui, en 1946, poussaient au rendement qui abruti l'homme et enrichit le patron, tout en privant les travailleurs. Ceux-ci se sont laissés prendre, et alors l'Etat s'est empressé de reviser les primes à la tâche, de changer les normes de production. Le travail est devenu plus pénible, le salaire plus lésé.

La Gérante : P. LAVIN

Impr. Centr. du Croissant 19, r. du Croissant Paris-2

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

A LIGNY-LES-AIRES

TRACTATION ou GABEGIE

1^{re} étape : en 1949, les Houillères Nationales ont effectué plus de 200 millions de travaux pour moderniser le puits 3 de Ligny.

2^e étape : en février 1950, alors que le groupe d'Auchel transfère sans avertissement 260 ouvriers des puits 4 aux puits 5 et 13 de Salmaignes, les mineurs de Ligny apprennent qu'il est question de fermer les puits 2 et 3. Le « Nord Industriel » s'empresse d'écrire : « Ces informations sont de caractère polémique, il s'agit d'une interprétation abusive de projets ; il ne peut être question ni de déplacement ni de licenciement. »

En même date, à la suite d'une intervention des syndicats, le préfet du Pas-de-Calais écrivait : « Des renseignements qui nous ont été fournis par M. le Directeur général des Houillères, il résulte que la fermeture du puits 3 s'inscrit dans le cadre du plan général de réorganisation tendant à reconcentrer les moyens d'exploitation du Bassin Nord-Pas-de-Calais en abandonnant progressivement les gisements les plus difficiles ou les moins productifs. Mais il m'a été donné l'assurance que le puits

La fermeture des puits 2 et 3 de Ligny-les-Aires (1) n'est certes pas due au hasard. D'autre part, les données que nous possédons nous permettent d'affirmer que les mystérieux « facteurs techniques » invoqués par les « Autorités » pour justifier cette décision n'entrent pas en ligne de compte. Il faut donc chercher ailleurs et choisir entre les deux hypothèses qui s'imposent logiquement à l'esprit : Ou bien la fermeture des puits est provoquée par des tractations d'ordre commercial et peu avouables, ou bien il ne s'agit là que des conséquences de la Gabegie Etatique. C'est à partir de cette constatation initiale que nous nous sommes employés à reconstituer, pour nos lecteurs, le « déroulement de l'opération » :

de Ligny ne serait définitivement fermé que d'ici un an environ, de façon à permettre de réaffecter à d'autres tâches les mineurs intéressés dans les meilleures conditions possibles. » (2)

Un mois plus tard, M. Giret, représentant M. Louvel, ministre de l'Industrie et du Commerce, reçut une délégation du Comité de Défense des Mines et Intérêts généraux de la région de Ligny. Il en exposa les raisons d'ordre technique et financier qui ont obligé le Conseil d'administration des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais à prendre, dès le 28 février, la décision de fermer les puits 2 et 3 de Ligny.

On laisse donc entendre aux mineurs

qu'ils disposent d'un délai d'un an avant la fermeture.

3^e étape : 6 mois plus tard, le 1^{er} octobre 1950, les puits sont fermés ! La population manifeste son mécontentement et, le 9 octobre (3), « on annonce » la révocation d'un ingénieur à la fosse n° 3 de Ligny-les-Aires, M. Vudly. Au cours de nombreuses interventions, qui tendirent ces jours-ci à faire surseoir à la fermeture des puits de ce groupe, « ce technicien avait affirmé, entre autres, que 11 millions de tonnes de charbon restaient à extraire du gisement qu'on se préparait à abandonner. » La Direction générale des Houillères a « estimé que, ce faisant, M. Vudly avait « dépassé le cadre de ses attributions. »

Le lendemain 10 octobre, on apprend, enfin (4), qu'un conseiller général de la région, M. Limousin, « a multiplié ces derniers temps les démarches et les interventions pour faire admettre par le « gouvernement l'idée du rachat de la concession par une entreprise privée. » On apprend que le ministre lui a répondu que si son désir s'avérait possible, il ne pourrait pas le réaliser, il ne repousse pas l'idée de l'examen de la question.

« Le ministre poursuivait en invitant M. Limousin à amorcer des relations avec la direction générale des Houillères à Douai. »

Le jeudi 12, la direction des Houillères recevait le conseiller général Limousin.

Depuis, la presse est restée muette sur le résultat de l'entrevue, il est d'ailleurs à prévoir que l'on sera assez discret à cet égard. Cependant, s'il s'avérait que le rachat de la mine par une compagnie est déjà chose faite, nous ne pourrions nous empêcher de penser que l'expropriation d'une mine dont la modernisation est revenue à 200 millions de francs et qui contient au moins 11 millions de tonnes de charbon, a bien pu valoir quelques « coups

de pouce » et jetterait une lumière nouvelle aussi bien sur les initiateurs desdits travaux que sur ceux qui ont pris la décision de fermer la mine et de renvoyer l'ingénieur Vudly pour qu'il ne dévoile pas le pot aux roses... De plus, toujours dans cette éventualité, les rôles respectifs du ministre et du conseiller général demanderaient à être examinés.

Quoi qu'il en soit, et en attendant de plus amples renseignements, rien ne nous empêche de remarquer que s'il est vrai que l'exploitation d'une mine à Ligny-les-Aires représente un intérêt pour des capitalistes, que faut-il penser de la même exploitation faite par les mêmes mineurs, mais au profit de la collectivité ouvrière ? Nous répéterons donc aux mineurs de Ligny ce que disent nos camarades d'Estrechoux-Graissessac à ceux de Plaisance, à savoir que la simple grève sur le tas ferait le jeu du gouvernement, qu'elle ne changerait rien à la situation !

Il faut extraire le charbon pour le propre compte des mineurs et de la population.

Et c'est à vous, camarades mineurs, de dépasser les cadres syndicaux, impuissants, de faire preuve d'initiative : Vous désignerez vos responsables, et avec ceux des techniciens qui acceptent de mener l'action — ou sans eux — vous continuerez votre travail. Mais le charbon extrait sera livré pour votre Comité d'Action à la population, aux coopératives et groupements d'achat et aux entreprises et détaillants qui le désirent, au prix le plus bas possible, le revenu de la vente permettant de payer vos salaires et l'entretien de la mine. En agissant ainsi, vous retirerez au capitalisme et aux bureaucrates d'Etat leurs bénéfices et leurs pouvoirs scandaleux. Vous montrerez que la mine aux mineurs, au service du peuple, est possible.

C'est cela la grève gestionnaire, qui préfigure la gestion ouvrière de demain que préconise la Fédération Anarchiste et qui doit être menée jusqu'à la victoire.

Charles DEVANÇON.

- (1) Voir le « Libertaire » du 6-10-1950.
- (2) Voir l'enquête « A propos de la fermeture des puits de mine », dans « Monde Ouvrier ».
- (3) Dans « Combat » du 9-10-50.
- (4) Dans « Franc-Tireur » du 10-10-50.

La Bataille de l'Enseignement

LAPIE contre LAPIE

Il faudrait que nous nous excusions, si la situation n'était si tragique et si nous ne nous sentions que des éclaircissements, l'entretenir nos lecteurs des lamentables manœuvres qui se déroulent actuellement autour de la question de la réforme de l'enseignement. Nous donnerons donc, malgré tout, la parole à Carrefour, champion de l'école dite libre, qui rapporte, n'ayant aucun intérêt à camoufler les trahisons des « défenseurs » de l'école laïque, quelques faits méritant d'être connus. On y lit, en effet :

M. Lapie, le ministre intéressé, se trouve être aussi le vice-président d'une association, farouchement laïque, La Ligue française de l'Enseignement.

En accord avec la Fédération de l'Education nationale et le Syndicat des Instituteurs, cette Ligue a constitué un « Comité exécutif permanent de la France laïque », qui, le 16 septembre dernier, s'élevait encore avec violence contre l'institution prochaine d'une commission chargée d'étudier la révision des lois scolaires. En tant que laïque professionnel, M. Lapie condamne donc d'avance l'acquiescement donné par M. Lapie (ministre) à la désignation d'une commission sans pouvoirs. Les amis de M. Lapie affirment qu'aucune de leurs quatre organisations (Fédération de l'Education nationale, Syndicat national des instituteurs, Fédération des Conseils de parents d'élèves et Ligue française de l'Enseignement) n'acceptera de prendre une part quelconque aux travaux de la commission.

Mais le Cabinet ministériel ne s'embête pas de ce refus. M. Lapie, ministre, doit pouvoir en effet, apaiser les scrupules ou répondre aux exigences de M. Lapie partisan.

Comme on le voit, « notre » ministre de l'E. N. pratique avec aisance ce que l'on pourrait nommer le « Double jeu ». En réalité, la position équivoque de Lapie ne fait que refléter celle du gouvernement Pieven tout entier, qui, pour se survivre n'hésite pas à promouvoir des « transactions électorales » en tous genres. En l'occurrence, les mobiles du gouvernement sont clairs : « Il a besoin des voix radicales, il a besoin des voix M.R.P. D'où l'idée d'un troc entre les deux partis : Donner-moi la Commission scolaire, je vous donnerai l'arrondissement » (2)...

Et le tour est joué ! Pendant ce temps, 60.000 enfants ne peuvent aller à l'école faute de locaux scolaires, les politiciens continuent à pérorer, et la tierce générale approche à grands pas... Quant aux Anarchistes, ils organisent le combat, non seulement contre les ennemis manifestes de l'Ecole, tels que l'Eglise et l'Etat, mais aussi contre les pseudo-défenseurs de l'enseignement, qui contribuent à empêcher les masses de prendre conscience des causes réelles et des solutions véritables. En bref, c'est à une position III^e Front, qu'il appartient, là comme ailleurs, d'arracher la victoire, ou du moins de donner un sens aux efforts consentis.

CHARLES.

- (1) Carrefour du 6 octobre 1950.
- (2) Albert Bayet dans Franc-Tireur du 28 septembre 1950.

A LA S. N. C. F.

Brétigny-Kremlin

Les cheminots de Brétigny-sur-Orge sont gens heureux. Ils ont pour les « représenter » et les défendre un délégué C.G.T. qui fait son travail en bon artiste du grand parti, et nous rebat les oreilles de la propagande chère au grand Maurice. Fontanille sera, paraît-il, au soir du grand baroud de la « révolution prolétarienne », commissaire du peuple, par la grâce de ses petits copains.

En attendant, les lampistes de Brétigny préfèrent qu'il la ferme un peu sur les mots d'ordre politiques, et s'occupe de ce pourquoi il a été désigné.

C'est-à-dire de leur défense près des patrons.

Mais comment veut-on qu'il fasse son travail, puisqu'il est à peu près illettré. A telle enseigne que, contrairement aux habitudes des chefs qui soignent d'abord les délégués, notre ami Fontanille reste pour compte.

Nous sommes quelques-uns qui en ont assez de la réclame pour le petit père des peuples. Et qui aimeraient que son piètre récit, nous fiche une bonne fois la paix.

Y. A.

UNE grande effervescence se manifeste actuellement dans tous les crassiers miniers du pays. Le mécontentement général s'explique par le fait que des dizaines de milliers de mineurs se voient refuser le salaire minimum légal et que les conditions de sécurité sont de plus en plus désastreuses. Sous la pression de la base, les syndicats sont obligés de se manifester ; aussi bien la Fédération Force Ouvrière que la Fédération du Sous-Sol (C.G.T.), envisagent l'éventualité d'une GREVE TOTALE pour début novembre.

Mais les mineurs doivent savoir que s'ils ne déclenchent pas eux-mêmes la GREVE GESTIONNAIRE, les bonzes syndicaux exploiteront le mouvement à des fins partisans.

Sécurité sociale

La Sécurité Sociale nous a habitués aux plus invraisemblables décisions. Elle est ad-mi-nis-trat-i-vé avant d'être Sociale, et ce n'est pas le moindre des reproches que nous lui adressons.

Dernièrement, une jeune femme enceinte de six mois, se présente pour percevoir ses prestations à la suite d'un arrêt de travail. Employée dans les produits chimiques, elle avait subi une intoxication. Cette administration lui refusa le paiement de ses journées prétextant que :

« La grossesse n'est pas une maladie, mais un bienfait (?), celle-ci ne peut amener de trouble avant le septième mois... »

L'intoxication subie n'est pas reconnue comme maladie, n'ayant jamais été constatée dans cette profession. Nous voulons bien croire que ces Messieurs de la Direction de la S.S. ignorent les malaises de la grossesse. Si certains sont bedonnants, ils le doivent uniquement à une table copieusement garnie, que nous garantissons par nos salaires. Quant à ne pas savoir que les produits chimiques intoxiquent les ouvriers qui les préparent, comment l'auraient-ils constaté dans leurs bureaux-palaces, clairs et bien chauffés ?

Une chose nous révolte particulièrement, dans un pays qui réclame des enfants sans trop savoir comment il assurera leur existence (1), c'est le mépris total dans lequel on tient la future mère. Nos paysans protègent les animaux et évitent à la jument poulinière les travaux pénibles. La S.S. elle, refuse les soins à la femme malade, et condamne à l'empoisonnement, elle et l'enfant qu'elle porte.

Aussi longtemps que les travailleurs négligeront leurs intérêts en les confiant aux politiciens, qui grouillent et s'entre-dévoient dans cet organisme comme parasites, il ne faut rien attendre d'autre. Cette administration doit passer sous la direction ouvrière, sans aucun contrôle patronal, ni étatiste, parce que c'est le peuple qui assure son fonctionnement par le mûrissement du tiers de ses salaires ! La gestion directe par les intéressés est réalisable dans ce service plus rapidement que partout ailleurs et les

syndicats doivent placer cette revendication dans leur programme immédiat. Gestion par les travailleurs. Soins gratuits. Journées de maladie payées par les patrons (au moins pour les maladies d'un mois ou deux). Trois points essentiels d'une Sécurité Sociale, en attendant la Révolution Sociale, qui rendra inutile ces systèmes barbares.

GRUPE DE NICE.

- (1) M. Gascuel, journaliste, s'inquiétait récemment du nombre d'enfants entre cinq et quinze ans, donc improductifs (?) et réclamait pour compenser cette surpopulation qu'il souhaitait durable (?) : augmentation de la durée du travail et de la productivité individuelle, recul de la limite d'âge pour la retraite, etc...

Pédagogie

INSTITUTEURS, EDUCATEURS, PARENTS, ELEVES, ETUDIANTS...

Ces livres vous intéressent particulièrement.

Elise FREINET : Naissance d'une pédagogie populaire (Histoire de la Coopérative de l'Enseignement laïc, 400 fr. Franco recom. : 470 francs).

C. FREINET : L'Education du travail (Les nouvelles méthodes pédagogiques), 300 fr. Franco recom. : 355 francs.

Elise FREINET : La Santé de l'enfant (La Puériculture moderne et l'Hygiène alimentaire) 130 fr. Franco recom. : 185 francs.

C. FREINET : Conseils aux parents (Comment se forme l'homme de demain) 100 fr. Franco recom. : 155 francs.

C. FREINET : L'Ecole moderne française (Guide pratique pour l'organisation matérielle, technique et pédagogique de l'Ecole populaire) 130 fr. Franco recom. : 185 francs. C.C.P. E. GUILLEMAU, 145, quai de Valmy, 5072-44 PARIS.